

MONTREAL – Sans s'attendre à des miracles du ministre des Finances Carlos Leitaó, des intervenants du milieu économique espèrent néanmoins que son premier budget dévoilera clairement les intentions de son gouvernement en matière de finances publiques.

M. Leitaó, qui a entrepris sa tournée de consultations prébudgétaires, a récemment rencontré le Conseil du patronat du Québec (CPQ), Manufacturier et exportateurs du Québec (MEQ) ainsi que la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM).

Comme c'est souvent le cas, les rencontres ont été «positives», d'après les trois organismes, mais à environ un mois du dépôt du budget, ces derniers demeurent néanmoins prudents quant à leurs attentes, même si elles sont grandes.

«Oui (nous avons des attentes) mais pas seulement pour ce budget-là, a expliqué en entrevue le président du CPQ, Yves-Thomas Dorval. Il y a des décisions très importantes qui doivent être prises mais qui vont demander une analyse méticuleuse.»

Un mandat difficile attend M. Leitaó: en plus de trouver 3,7 milliards \$ pour que le gouvernement Couillard puisse atteindre ses cibles de l'exercice 2014-2015, le ministre des Finances doit trouver une façon d'atteindre l'équilibre budgétaire dès l'exercice suivant.

S'il s'attend à des mesures concrètes pour redresser les finances publiques, M. Dorval est conscient que certains résultats devront attendre, comme pour la commission permanente d'analyse des programmes ainsi que la révision de la fiscalité.

«On a beau dire qu'on va geler les dépenses du secteur public, (...) quand tu veux faire l'analyse de tes programmes, ça prend un certain temps afin de déterminer ceux qui sont toujours valables», a-t-il souligné.

La directrice des affaires publiques de MEQ, Audrey Azoulay, se dit «bien consciente de la situation» qui ne «va pas se résoudre en juin prochain», ce qui ne l'empêche pas d'espérer

certaines mesures concrètes.

«Dans les 10 dernières années, il y a eu des tentatives pour assainir les finances publiques avec des « mesures à identifier », a-t-elle rappelé. Ce que cela disait, c'est qu'il n'y avait pas de solution. Au moins, cette fois-ci, que les lignes budgétaires soient claires.»

Quant à lui, le président et chef de la direction de la CCMM, Michel Leblanc, espère que M. Leitaó aura trouvé la façon de paver la voie au retour à l'équilibre budgétaire sans mettre à risque la croissance économique de la province.

«Si l'on doit réduire certaines dépenses, on devrait préserver tout ce qui soutient la croissance économique afin de ne pas créer une spirale négative», a-t-il dit.

Même s'il est impossible à son avis qu'elle soit complétée dès le premier budget, M. Leblanc aimerait voir le gouvernement Couillard dévoiler les grands principes de la réforme fiscale qu'il souhaite mettre de l'avant.

«Nous nous attendons à ce que le ministre (Leitaó) soit très ferme dans sa volonté de réformer le régime fiscal», a expliqué le président de la CCMM.

MM. Dorval et Leblanc, ainsi que Mme Azoulay, ont néanmoins tous profité de leur rencontre avec le ministre des Finances pour réitérer une de leurs priorités de la campagne électorale, soit la relance de l'économie québécoise.

«Ce qui est important, c'est de rassurer les entreprises sur la situation d'investissement du Québec», a notamment rappelé la directrice des affaires publiques de MEQ.

Mélanger les idées

Même s'il a hâte de voir le contenu du premier budget du gouvernement Couillard, le président du CPQ espère que le ministre Leitaö sera en mesure de s'inspirer du dernier budget déposé par son prédécesseur péquiste, Nicolas Marceau, notamment en ce qui a trait au renouvellement des conventions collectives dans le secteur public, qui viennent à échéance en mars 2015.

«Ça prend un signal clair, croit M. Dorval. Je crois que le gouvernement a l'obligation de mettre sur la table sa marge de manoeuvre. Il ne faut pas se le cacher, la grande partie de ses dépenses se retrouve dans sa masse salariale.»

Le Front commun syndical a déjà mis la table dans ce dossier en indiquant dimanche qu'il visait des hausses salariales moyennes de 4,5 pour cent par année pendant trois ans, dont 2 pour cent de rattrapage avec le secteur privé, en plus d'une amélioration des conditions de travail.

Cet article [Consultations prébudgétaires: pas de miracles, selon certains intervenants](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Consultations prébudgétaires pas de miracles selon certains intervenants](#)